

Simone Veil: survivante de l'Holocauste et première femme présidente du Parlement européen (1927-2017)



Avocate, femme politique et féministe, Simone Veil a été ministre de la santé en France de 1974 à 1979. Cette même année, elle devient membre du Parlement européen et est élue présidente, conservant cette fonction jusqu'en 1982. Elle devient ainsi présidente du premier Parlement européen directement élu et première femme à présider cette institution.

Simone Veil est célèbre en France en particulier pour avoir fait légaliser l'avortement et amélioré la vie des femmes et les conditions de détention des prisonniers. Elle est également connue dans toute l'Europe pour avoir honoré et préservé la mémoire des Juifs tués pendant l'Holocauste au cours de la Seconde Guerre mondiale, et pour son engagement en faveur des valeurs et de l'unité européennes. Survivante du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau, elle est admirée pour son courage politique et personnel.

Son enfance et le traumatisme subi durant la Seconde Guerre mondiale sont à l'origine de son engagement en faveur d'une Europe unifiée, une cause qu'elle défendra pendant le reste de sa vie.

Enfance

Simone Jacob est née à Nice (France) le 13 juillet 1927 au sein d'une famille juive. Elle et ses proches sont arrêtés en 1944 et déportés vers les camps de concentration nazis d'Auschwitz-Birkenau, de Bobrek puis de Bergen-Belsen. Elle survit, de même que ses deux sœurs, mais ses parents et son frère ne reviendront jamais des camps. Elle retourne à Paris en mai 1945 et entame des études de droit et de sciences politiques. Elle épouse Antoine Veil en 1946.

Entrée en politique

Mme Veil devient magistrate et conseillère à ce titre plusieurs ministres de la justice, dont François Mitterrand. En 1970, elle devient la première femme secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature. D'après la légende, lorsque Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République française en

avril 1974, il se rend chez Antoine Veil avec l'intention de l'inviter à rejoindre son nouveau gouvernement. C'est finalement Simone qu'il choisira.

Mme Veil rejoint le gouvernement de Giscard d'Estaing au poste de ministre de la santé. Peu après sa nomination, elle engage une âpre bataille pour légaliser l'avortement en France et ne parvient à ses fins que lorsque l'opposition au sein de l'Assemblée nationale se rallie à sa cause pour faire adopter la loi en 1975. Cette loi, considérée comme une avancée majeure, devient connue sous le nom de loi Veil.

Son engagement pour une Europe unifiée

Après la guerre, en tant que survivante de l'Holocauste, Simone Veil a du mal à comprendre qu'un pays européen puisse entrer en conflit avec un autre. Alors que sa carrière politique en France

progressive, elle devient de plus en plus attachée à l'idée d'une Europe dans laquelle de telles atrocités ne pourraient plus jamais se produire. Par conséquent, lorsque le président Giscard d'Estaing lui demande de prendre la tête de la liste de son parti lors des premières élections directes du Parlement européen en 1979, elle saute sur l'occasion.

Simone Veil est dûment élue au Parlement européen, qui la choisit comme présidente. Elle devient ainsi présidente du premier Parlement européen directement élu et la première femme à la tête d'une institution européenne. Elle est également présidente de la commission des affaires juridiques et membre des commissions de l'environnement, des affaires politiques, des affaires étrangères et de la sécurité ainsi que de la sous-commission des droits de l'homme. Elle est en outre membre de la commission spéciale sur la réunification allemande mise en place en 1990.

Au cours de sa carrière au Parlement, elle a également été présidente et vice-présidente du groupe libéral et démocratique, qui deviendra plus tard le groupe libéral, démocratique et réformateur. Elle remporte en 1981 le Prix Charlemagne, qui récompense la contribution de personnalités à l'unité européenne.

Années suivantes

Après 14 années passées au Parlement européen, Mme Veil retourne à la politique française en 1993 en tant que ministre d'État et ministre de la santé et des affaires sociales jusqu'en 1995. En 1998, elle est nommée au Conseil constitutionnel. De 2001 à 2007, elle assume les fonctions de première présidente de la Fondation pour la mémoire de la Shoah. En 2005 elle milite en faveur du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Lorsqu'elle est élue à l'Académie française en 2008 — entrant dans le cercle très fermé des femmes ayant reçu cet honneur — elle choisit de faire graver trois choses sur l'épée créée pour

chaque membre de l'Académie: le numéro de son tatouage d'Auschwitz (78651), la devise de la République française («Liberté, Égalité, Fraternité»), la devise de l'Union européenne («Unie dans la diversité»).

En 2011, l'esplanade située devant le bâtiment principal du Parlement européen à Bruxelles est baptisée «Agora Simone Veil» en son honneur. En 2012, elle est faite grand-croix de la Légion d'honneur. À la suite de son décès le 30 juin 2017, Antonio Tajani, président du Parlement européen, rend hommage à «une grande présidente du Parlement européen, une conscience de l'UE, une figure de la lutte contre l'antisémitisme et une défenseur des droits des femmes.» En ajoutant que «son combat pour les femmes et sa lutte contre l'antisémitisme restent d'actualité». En juillet 2018, sa dépouille entre au Panthéon à Paris. Elle est la cinquième femme seulement à recevoir cet honneur.



Simone Veil, présidente du Parlement européen, s'entretient avec Altiero Spinelli en 1981.